

Unies à une conférence entre deux grands chefs, il y a les meilleures raisons du monde pour que d'autres pays croient avoir des titres à une telle invitation.

Depuis le début de la guerre, j'ai dû me poser la question suivante, en me préparant à y donner une réponse: Est-ce que, en ma qualité de chef du gouvernement canadien, je vais, en temps de guerre, compliquer les choses, ou ne vais-je pas plutôt faire tout mon possible pour agir de la manière la plus raisonnable et, de la sorte, rendre la situation plus facile qu'elle ne le serait autrement.

Je pourrais, cet après-midi, faire entendre à la Chambre une protestation du fait que le Canada n'a pas été invité à la conférence. En quoi, ce faisant, faciliterais-je l'effort de guerre du pays ou l'effort commun des Nations Unies? Tout d'abord, je le répète, je ne vois pas comment on aurait pu faire cette invitation à un pays plutôt qu'à l'autre. De plus, je crois qu'en matière de haute stratégie, il faut faire de deux choses l'une: ou bien nous confier aux dirigeants actuels de l'effort de guerre des Nations Unies et laisser savoir à tous que nous nous confions à eux, et les aider par tous les moyens possibles, ou bien opter pour l'attitude contraire et qui ne peut aboutir qu'au désastre.

Mais quand je dis que les pays autres que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'étaient pas représentés à la conférence de Casablanca, cela ne veut pas dire que les gouvernements de ces pays n'étaient pas parfaitement au courant des questions qu'on allait y discuter ou qu'ils n'ont pas été complètement informés de ce qui y a été discuté. Quant à toutes les questions qui concernent la guerre, une certaine façon de procéder a été mise sur pied, ou improvisée, si l'on préfère. Il a fallu improviser, car la guerre est quelque chose d'imprévu et la situation change d'une journée à l'autre. Et au sujet de l'improvisation de l'effort de guerre de tant de nations, on a reconnu tacitement (j'oserais même dire ouvertement) que le premier ministre de Grande-Bretagne et le président des Etats-Unis sont les deux hommes autour desquels tous se rallieraient pour appuyer toute mesure qu'ils jugeraient bon d'adopter définitivement. Et à l'élaboration d'une telle politique, chaque partie de l'Empire britannique et chacune des Nations Unies peuvent participer dans la mesure où il est possible de les consulter et de les renseigner.

Nos membres de l'état-major à Ottawa se tiennent continuellement en contact avec les chefs de l'état-major général dont le quartier général est à Washington. Le comité de guerre du cabinet est tenu au courant de toutes les discussions qui s'y tiennent. Nous y avons un officier de liaison, un haut fonc-

tionnaire du gouvernement, qui est là aujourd'hui et y reste l'année durant. Nous avons le droit de le suivre les discussions et de nous faire entendre chaque fois que nous tenons à signaler un aspect particulier de la situation créée par la guerre. Les commissions qui siègent en permanence pour l'étude de ces problèmes ont sous les yeux les intérêts canadiens.

Une décision prise à Casablanca n'est pas le seul fait du président et du premier ministre. Une telle décision est le fruit de discussions qui ont duré pendant des mois et qui se cristallisent en définitive d'une manière formelle par la bouche des deux chefs de ces grands pays. En ce qui concerne le Canada, personne au monde n'a eu de rapports plus étroits avec l'état-major anglais que le général McNaughton, le chef des forces canadiennes. J'ose dire que, sur les questions d'ordre militaire, le général McNaughton connaît les idées de l'état-major d'Angleterre aussi bien que l'un quelconque des membres de cet organisme, lesquels connaissent également les idées du général McNaughton. Quand l'état-major anglais se rend à Casablanca, il n'y va pas pour appuyer une politique qu'il croit supérieure aux idées du général McNaughton; il va appuyer une politique qui, il le sait, a été mûrement étudiée avant même qu'elle soit soumise à la conférence.

Je ne vois pas le besoin d'entrer dans des détails à cet égard. Cependant, comme je m'attendais que la question soit soulevée cet après-midi, j'ai cru préférable de ne rien improviser sur ce point et de préparer quelques notes que je tenais à consigner au hansard.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

Le très hon. MACKENZIE KING: Monsieur l'Orateur, au moment de la suspension de la séance, je parlais de la conférence de Casablanca et je venais de dire que, compte tenu du soin avec lequel devrait être préparée toute déclaration sur un sujet aussi important que celui de la conférence de Casablanca, je préfère lire des notes que j'ai préparées plutôt que me fier à une improvisation. La Chambre comprendra, il va sans dire, que toute parole que peut prononcer le chef d'un gouvernement, dans n'importe quelle partie de l'Empire britannique, sera considérée par toutes les autres nations du monde, y compris les pays ennemis, comme l'expression de la ligne de conduite des Nations Unies, en général. Si je fais cette déclaration, c'est qu'il y a beaucoup de questions auxquelles j'aimerais et pourrais répondre, mais dont il ne m'est pas permis de donner la réponse. Je ne suis pas libre d'y